FASOPO
FONDS D'ANALYSE DES SOCIÉTÉS POLITIQUES

X^e Rencontre européenne d'analyse des sociétés politiques

(Paris, 8-9 février 2018)

« Gouverner l'Afrique saharo-sahélienne »

Inscription obligatoire : http://fasopo.org/ inscription-reasopo

Les classes politiques africaines, et l'Organisation de l'unité africaine (OUA), ont choisi, au lendemain des indépendances, de reproduire le cadre territorial hérité de la colonisation et ont entériné le principe de l'Etat-nation. De ce fait, elles sont demeurées dans l'épure d'une combinatoire biséculaire associant l'expansion du mode de production capitaliste et l'universalisation de l'Etat-nation comme mode d'organisation politique à l'échelle du système international. Cette séquence s'est paradoxalement accompagnée de la cristallisation et de l'exacerbation de formes particularistes d'identification sociale, dont l'ethnicité et la confession religieuse sont les deux principales manifestations sur l'ensemble du continent africain.

De telles transformations ont profondément affecté les sociétés ouest-africaines et sahariennes depuis le 19^e siècle. D'une part, elles ont contredit la plupart de leurs ressorts politiques, économiques, culturels, et notamment leur rapport au territoire, à la souveraineté, à la richesse et la pauvreté, à la responsabilité sociale et politique, à la mobilité spatiale, à la liberté et à la dignité. D'autre part, elles ont fait l'objet de processus d'appropriation souvent massive, et toujours créative, de la part de l'ensemble de leurs acteurs. Cette double réalité rend insuffisantes la plupart des interprétations qui mettent l'accent sur des contradictions supposées insurmontables entre un Etat hérité de la colonisation et les sociétés du cru, sous la forme d'un jeu à somme nulle. Les choses sont en fait beaucoup plus compliquées, dans la mesure où les régimes de légitimité, de sécurité, de responsabilité sociale, d'enrichissement, de représentation culturelle et politique du « bon gouvernement » participent simultanément de ces deux dimensions historiques, d'espaces différents, de durées disparates qui s'encastrent les unes dans les autres plutôt qu'elles ne se succèdent. Les analyses distinguant les périodes précoloniale, coloniale et postcoloniale, et opposant l'Afrique aux entités européennes ou autres qui ont fait irruption dans son histoire, s'avèrent très pauvres pour comprendre les problèmes de gouvernance que rencontrent les Etats africains, et les crises ou conflits qui les affectent.

L'assemblage de l'Etat-nation, du libéralisme économique et de l'identitarisme politique devrait donc continuer de charpenter la gouvernance de l'Afrique dans les années à venir. Mais la fermeture sur elles-mêmes des classes dominantes nationales, leur accaparement des ressources, et notamment du foncier, les effets d'éviction qui s'ensuivent dans un contexte de pression démographique, l'aggravation de l'inégalité sociale, les combinatoires régionales de conflit qui se sont installées, la construction idéologique du djihadisme comme ennemi principal (et utile au renforcement des capacités coercitives de l'Etat), l'inversion probable de la croissance économique de

cette dernière décennie, le retour de l'endettement, et, *last but not the least*, l'approvisionnement en armes du sous-continent, notamment à partir de la Libye, rendent probable l'exacerbation du « gouvernement dans la violence » (Jacobo Grajales), sur le modèle de la Colombie, du Mexique ou de l'Afghanistan.

Le « gouvernement dans la violence » est susceptible d'emprunter plusieurs visages : celui de la guerre civile en bonne et due forme, ou de l'insurrection et de la contre-insurrection, comme dans le bassin du lac Tchad et dans le nord du Mali ; celui du contrôle paramilitaire de territoires, comme dans l'Extrême-Nord du Cameroun ; celui de la criminalisation économique, à l'initiative d'organisations de trafic de drogues et d'êtres humains, sur le modèle mexicain ; celui de la dissidence prédatrice, comme dans le delta du Niger. Il peut également accélérer le délitement non du principe étatique, mais de *certains* Etats, ou être le symptôme de ce processus, dont la cause première ne serait pas l'exercice de la violence, mais le collapsus environnementalo-économique. Une hypothèse qui est loin d'être improbable dans le cas du Niger, en raison de l'exiguïté de son domaine arable et de sa forte croissance démographique. Seule la libéralisation de la circulation de la main d'œuvre en direction des autres pays de la région, mais aussi de l'Europe, pourrait desserrer l'étreinte et éviter une nouvelle crise politique majeure dont le coût serait autrement plus élevé que le relâchement du prohibitionnisme migratoire.

Mais, quels que soient les avatars du « gouvernement dans la violence », ils rapprocheront, selon toute vraisemblance, la gouvernance de l'Afrique saharo-occidentale du paradigme de l' « involution de l'Etat » que Prasenjit Duara a avancé au sujet de la Chine de l'entre-deux guerres pour désigner un double processus de renforcement et d'informalisation de celui-ci, par analogie avec l'involution de l'agriculture balinaise qu'analysait Clifford Geertz : le développement de l'Etat s'est accompagné d'une anarchie croissante. La criminalisation de l'Etat, la désobéissance fiscale doivent être interprétées de la sorte, moins en termes de « faillite » que dans ceux de la « formation de l'Etat ». Par exemple, les activités illicites d'un certain nombre d'acteurs du nord malien ont paradoxalement renforcé les relations entre cette région en déshérence et Bamako, voire l'archipel urbain ouest-africain. L' « involution de l'Etat » s'inscrirait bien sûr en porte-à-faux par rapport à la conception occidentale et libérale contemporaine de la gouvernance, mais dans la continuité historique de sociétés dont anthropologues et historiens ont démontré qu'elles avaient l'instabilité pour règle, la mobilité comme ressort, et l'inachèvement comme ligne d'horizon.

Jeudi 8 février

18h – 20h

Institut historique allemand
8, rue du Parc-Royal
75003 - Paris

Leçon du Cycle européen d'études africaines du Reasopo

Ouverture : Thomas Maissen (Paris)

Président : Andreas Eckert (Berlin)

« L'histoire coloniale allemande : silences et scandales au Togo »

par Rebekka Habermas (Göttingen)

Discutants : Laurent Fourchard (Paris) et Emma Hunter (Edinburgh)

Vendredi 9 février

de 9h15 à 19h30

Agence française de développement, Immeuble Le Mistral
Gare de Lyon, Cour Diderot, au pied de la Grande Horloge
3, place Louis-Armand, à la hauteur du 20, boulevard Diderot
75012 – Paris

Prière de se munir d'une pièce d'identité. Inscription préalable obligatoire :
http://fasopo.org/ inscription-reasopo

9h15 : Accueil des participants, et café de bienvenue

9h30 – 10h

La compénétration des durées : pour une lecture bergsonienne de l'Afrique occidentale

par Jean-François Bayart (Genève)

10h – 12h45

Atelier I

La territorialisation de l'Etat : des espaces et des nombres

Président : Nicolas Courtin (Paris)

avec Julien Brachet (Berlin), Sten Hagberg (Uppsala),
Boris Samuel (Paris), Giovanni Zanoletti (Paris & Rabat)

Discutants : Zekeria Ould Ahmed Salem (Chicago) et Mohamed Tozy (Casablanca)

13h – 14h
Pause déjeuner

14h – 16h30

Atelier II

Terroirs historiques

Président : Roberto Beneduce (Turin)

avec Armando Cutolo (Sienne),
Ibrahima Poudiougou (Rabat & Turin), Christian Seignobos (Arles)

Discutants : Jean-Pierre Chauveau (Montpellier) et Peter Geschiere (Amsterdam)

16h30 – 17h : Pause café

17h – 19h30

Atelier III

Gouverner dans la violence

Président : Klaus Schlichte (Brême)

avec Louisa Lombard (Yale),
Claude Mbowou (Paris & Yaoundé), Didier Péclard (Genève), Ousmane Zina (Bouaké)

Discutants : Richard Banégas (Paris), Marielle Debos (Paris),
Vincent Foucher (Bordeaux) et Jacobo Grajales (Lille)

Avec le concours de :

AFD
AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

DHIP IHA

SciencesPo
CENTRE DE RECHERCHES INTERNATIONALES

FASOPO
association de recherche, loi de 1901
97, rue Vieille-du-Temple - 75003 Paris